

**Etablissement public territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT

DU 31 AOUT 2020

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT, LE TRENTE-ET-UN AOUT,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°49 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN
POUR LE BIEN SIS 41 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC - 1 RUE RIGAUD AU BOURGET CADASTRE SECTION H N°45**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération n° 32 du conseil de territoire en date du 10 avril 2017 instituant le droit de préemption urbain simple et renforcé sur la commune du Bourget et délégation partielle d'exercice au profit de la commune du Bourget,
Vu la délibération n° 49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la délibération n° 54 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Bourget de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la Ville du Bourget et l'EPT en date du 30 décembre 2019,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Maud NONNI-PEDRO, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 20 août 2020 en mairie du Bourget et enregistrée sous le numéro 093 013 20A0144, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la Société civile immobilière SCI RIGAUD de céder son bien situé au Bourget, 41 avenue de la Division Leclerc - 1 rue Rigaud, cadastré au Bourget, section H n°45, occupé par des locataires faisant l'objet de baux, dans l'état d'occupation indiqué dans la DIA, moyennant le prix de DEUX MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (2 400 000 €) s'appliquant pour la partie à usage de commerce à 1 500 000 € et pour la partie à usage d'habitation à 900 000 €,

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Bourget, l'EPT et l'EPFIF du 30 décembre 2019 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

Article 1 De déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Bourget, 41 avenue de la Division Leclerc - 1 rue Rigaud, cadastré au Bourget, section H n°45, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction nationale d'interventions domaniales, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais

Attestation de réception en préfecture
093-200058097-20200831-49-31-08-2020-AU
Date de télétransmission : 09/09/2020
Date de réception préfecture : 09/09/2020

Article 2 De préciser qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Directeur de l'EPFIF,
- Monsieur le Maire de la commune du Bourget.

La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 D'informer le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Bourget les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme

Article 4 De rappeler que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme

Le Président
Bruno BESCHIZZA

